

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Masochisme, racisme, bellicisme, inféodation à l'étranger : jamais la droite française n'avait mieux montré son véritable visage. Voici Claude Imbert, rédacteur en chef du Point, et Albin Chalandon qui proclament la nécessité d'une alliance plus étroite avec les Etats-Unis. Voici Valeurs Actuelles qui fait sienne la thèse conçue en Amérique — de l'internationalisation des puits pétroliers. Et Minute qui demande, à l'exemple de l'Allemagne, l'arrêt de l'immigration en représaille de décisions... qui n'affectent pas directement la France. Voici André Malterre, président de la Confédération Générale des Cadres, qui somme « l'Europe » de choisir entre « la capitulation et la résistance » tandis que, dans certains milieux d'affaires, on n'hésite pas à préconiser le recours à la « politique de la canonnière ». Autrement dit à souhaiter une agression militaire contre les pays arabes producteurs de pétrole.

On ne dira jamais assez que cette campagne est une imposture, une félonie et une folie.

C'est une imposture que de faire croire aux Français que leur nation est dans la même situation que les autres pays européens, alors que les restrictions que nous subissons ont été décidées en raison du rationnement dont les seules compagnies pétrolières internationales nous menacent.

C'est une félonie que de prendre prétexte d'une crise économique « importée » des pays du marché commun pour chercher à imposer à la France une nouvelle domination américaine et l'aliénation de son indépendance dans « l'Europe ».

(suite page 3)

face à la crise

seule l'audace française paiera

**réforme du statut de paris :
libérer la capitale**

la " coexistence pacifique "

Contrairement à ce que pensent les occidentaux, la « coexistence pacifique » s'accompagne d'une lutte idéologique sans compromis pour défendre la vérité du « marxisme-léninisme ».

Les dirigeants soviétiques ont beaucoup œuvré pour l'accentuation de ce qu'ils appellent le « processus de détente ». Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (C.S.C.E.), conversations SALT, pourparlers sur la réduction des forces en Europe, pacte de sécurité collective en Asie, à toutes ces batailles diplomatiques Moscou est présent. Applaudie par certains, critiquée par beaucoup, la politique étrangère soviétique apparaît très active. Elle se veut orientée vers la **détente** et la **coexistence pacifique**. Et c'est précisément cette coexistence pacifique que se plaisent à souligner les officiels soviétiques.

Mais, selon eux, l'expression de « coexistence pacifique » si souvent répétée, a été mal comprise et ses conséquences mal interprétées par les Occidentaux.

IMPERATIF DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE

Pour les dirigeants soviétiques, la détente est un fait que l'on ne peut nier. Il est de notoriété publique que la guerre froide relève désormais de l'histoire. « Détente, entente, coopération » tel semble donc bien être le cheminement des rapports entre l'Est et l'Ouest. La tension entre les deux camps a fortement baissé, même si elle n'a pas complètement disparu. En d'autres termes, « **l'assainissement du climat international ne fait aucun doute** ». (1) Pourtant, cet assainissement, tout comme la notion de coexistence pacifique, a ses limites. Pour les Soviétiques, si avancée que soit la coexistence pacifique, elle n'a pas modifié et ne peut modifier l'opposition fondamentale entre le socialisme et le capitalisme ; quel que soit son stade de développement, la coexistence pacifique ne pourra jamais modifier l'essence politique, sociale et économique des types de société. La coexistence pacifique ne saurait donc supprimer les « contradictions » opposant l'Est à l'Ouest. « **Il ne peut en être autrement, car la conception du monde et les buts de classe du socialisme et du capitalisme sont opposés et inconciliables.** » (2)

D'où la nécessité de poursuivre la guerre au plan idéologique. Pour les marxistes, cette forme de guerre s'impose non seulement par les « raisons objectives » qui viennent d'être évoquées, mais aussi et surtout par le mauvais usage que certains Occidentaux feraient de la coexistence pacifique. Les pays socialistes re-

lèvent en effet un certain nombre de points :

1) d'une part, les Occidentaux ayant perdu tout espoir d'asphyxier économiquement l'U.R.S.S., ou de la vaincre militairement, chercheraient une troisième voie : la lutte idéologique.

2) d'autre part, inquiets de l'autorité grandissante de l'Union soviétique sur l'échiquier international, ses ennemis seraient amenés, pour ruiner le crédit dont elle jouit, à rechercher des « méthodes plus raffinées » : la lutte idéologique.

3) enfin, l'autre raison avancée par les Soviétiques est que les « énormes succès » de l'Union soviétique, tant dans le cadre des relations internationales qu'en matière de politique intérieure, risquent d'exercer une influence prépondérante sur la conscience des masses populaires des pays capitalistes, suscitant parmi ces masses des doutes quant à la vitalité du régime démocratique bourgeois. De telle sorte que l'idéologie bourgeoise apparaîtrait de plus en plus comme le conservateur, le défenseur d'un pouvoir en perte de vitesse.

Pour toutes ces raisons — affirment les Soviétiques — les idéologues occidentaux vont profiter de la détente et de la coexistence pacifique pour poursuivre leurs attaques contre le socialisme. Telle est la signification de la lutte idéologique dont les communistes soulignent le caractère inévitable. La notion de « lutte idéologique » n'est pas une nouveauté ; mais la « guerre froide » disparue, cette forme d'opposition prendra la première place dans la compétition Est-Ouest.

Le Parti Communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.) entend donc poursuivre une lutte inévitable contre le capitalisme. Mais cette lutte, dans la théorie léniniste, ne doit pas susciter de conflits armés. L'opposition idéologique des deux systèmes, rassurent les Soviétiques, n'est pas une source de tensions internationales, pas plus qu'elle n'a été à l'origine des « guerres sanglantes qu'a connues l'histoire de l'humanité » (2). Les partisans de cette thèse semblent pourtant oublier que c'est au nom de la lutte idéologique qu'ont été justifiés les plus grands charniers de l'histoire.

Aussi la coexistence pacifique doit-elle pour les marxistes s'accompagner au plan idéologique d'une lutte sans compromis quant à la conception du monde, d'une défense acharnée du marxisme-léninisme, de la diffusion des idéaux communistes, de la lutte contre les anti-communistes, ainsi que la proclamation de la vérité

sur le marxisme-léninisme. Par cette argumentation les Soviétiques semblent en fait poursuivre un double but : d'une part **rassurer les Occidentaux** qui risquent de s'effrayer devant une phraséologie marxiste un peu violente. Il faut alors démontrer que la coexistence pacifique n'est pas une manœuvre tactique destinée à « exporter la révolution » ; d'autre part **calmer les « gauchistes »** en les assurant que la coexistence pacifique n'est pas une « concession sans principe », mais une forme de la lutte des classes. C'est un « combat actif pour la paix, pour le progrès social et la démocratie, pour les intérêts fondamentaux des peuples ». Bref, c'est l'auberge espagnole destinée tant à satisfaire les grands marchands impérialistes qu'à faire taire des gauchistes remuants et idéologiquement gênants.

C'est que, tant à l'Ouest qu'à l'Est, des voix se sont élevées pour émettre des doutes sur le bien-fondé de cette notion. Les opinions avancées démontrent bien toute la différence d'interprétation que peut accuser une même expression lorsqu'elle est employée en-deçà et au-delà du rideau de fer.

MEPRISE DES OCCIDENTAUX

Pour certains Occidentaux par exemple, « coexistence pacifique » égale cessation de toute forme de lutte et donc de la lutte idéologique. Ce à quoi les Soviétiques répondent que la lutte idéologique « **ne peut être bannie car elle n'est pas une cause mais un effet des profondes contradictions sociales et politiques de la société contemporaine** ». Il est clair que les marxistes ne renonceront pas à leurs idéaux au nom de la coexistence pacifique. Ils poursuivront donc leur lutte tendant à la « transformation révolutionnaire du monde » qui doit déboucher sur une nouvelle société.

De même les Soviétiques condamnent les thèses de ceux pour qui « guerre froide » et « lutte idéologique » ne sont que deux variantes d'une même politique, et ceux qui en conséquence réclament une coopération Est-Ouest excluant toute lutte des classes ; ou bien encore ceux qui affirment avec Sakharov et Soljenitsyne que la détente est impossible s'il ne se produit pas de changement dans le régime intérieur des pays socialistes. D'où les Soviétiques tirent la conclusion que ces « théoriciens bourgeois » se livrent à une ingérence inadmissible dans les affaires de l'Etat soviétique.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

CRAINTES SOVIETIQUES

Quels sont donc les moyens que pourraient employer les Occidentaux ? Les Soviétiques semblent craindre avant tout le principe de la « libre circulation des idées et des personnes ». Selon eux, les Occidentaux, en avançant ce principe lors de la première et de la deuxième phase de la C.S.C.E., avaient comme souci principal non pas de renforcer la détente internationale et la coexistence pacifique, mais de profiter de l'environnement favorable ainsi créé pour diffuser encore plus largement les calomnies et les « désinformations » sur le socialisme. Ils voient également dans cette proposition occidentale l'influence des « centres anti-communistes » exploitant le développement des échanges culturels, des voyages culturels dans des « buts de sape ». Il s'agirait pour les Occidentaux de répandre leurs idéologies dans toute la communauté socialiste, et principalement **tion petite-bourgeoise et phillistine de la liberté abstraite** (2). Autrement dit, l'Ouest tente d'ouvrir les pays socialistes aux subversions idéologiques. Sakharov n'en est-il pas un illustre exemple ? L'éditorial de la revue **Kommounist** du mois de septembre constate que l'académicien n'est plus qu'un « **outil dans les mains des ennemis du socialisme, de la détente, qui avec une habileté professionnelle manipulent sa personnalité** ».

Tel est pour les Soviétiques le résultat inévitable de toute capitulation devant l'idéologie bourgeoise. N'est-ce pas en effet — demandent-ils — l'idéologie bourgeoise et la presse bourgeoise qui se sont empressées d'attribuer à Sakharov le rôle d'opposant au régime soviétique ? N'est-ce pas toujours cette idéologie bourgeoise qui est prête « **à employer n'importe quoi, à inventer n'importe quoi, pour mettre en doute l'unité morale et politique de la société soviétique** » ? (3). C'est que, officiellement, le gouvernement soviétique nie l'existence d'une quelconque opposition. La presse préfère d'ailleurs parler de « dissidents » ; et l'on ne veut voir dans les « élucubrations des quelques contestataires que la trace de cette fraction de l'Occident qui est engagée dans un « **antisoviétisme effréné, qui envenime l'atmosphère internationale** ». (2) Ainsi ces appels à la liberté lancés par Sakharov sont condamnés au nom de la lutte idéologique. C'est encore par la lutte idéologique qu'est expliqué « le cas Sakharov ». C'est enfin au nom de la lutte idéologique que seront réprimées toutes les révoltes face au totalitarisme marxiste : « **La société socialiste ne donne et ne donnera jamais à personne de liberté d'actions orientées vers la restauration des ordres bourgeois, de l'idéologie bourgeoise.** » (3).

CONCLUSION. Le principe est donc clair, les effets simples. Nous sommes en présence d'un régime dans lequel le fait d'élever des protestations démontre que l'on est soit un agent de l'idéologie bourgeoise, soit un malade mental. Le régime soviétique va-t-il pouvoir assurer sa survie autrement que par une oppression intellectuelle et physique continuelle ? La moindre velléité de liberté risque d'être interprétée comme l'indice d'une influence bourgeoise et réprimée comme il se doit. Le stalinisme est-il bien mort ?

Youri ALEXANDROV.

(1) Spartak Beglov, commentateur de l'Agence de Presse Novosti, *Monde Diplomatique*, novembre 1973.

(2) *La Vie internationale* n° 10.

(3) *Kommounist*, septembre 1973.

pompidou : un manque d'audace

(suite de l'éditorial)

C'est une ignominie que de chercher à susciter entre les Français et les immigrants arabes une haine raciale qui condamnerait ces derniers à la mort, à l'exode et à la misère.

Et c'est une folie que de tenter de lancer la France dans une aventure militaire qui briserait pour des décennies les liens qui ont été tissés depuis quelques années avec le monde arabe.

Jamais les intérêts de l'impérialisme, de l'europhisme, du sionisme et du racisme anti-arabe ne se sont trouvés mieux confondus. Et il faudra un jour faire très soigneusement la part entre l'aberration intellectuelle, l'esprit revanchard mal placé et les sordides intérêts matériels qui sont, dans des proportions diverses, à l'origine de cette campagne : il y va de notre sécurité, dans l'immédiat comme pour l'avenir.

Face à ce groupe de pression, il serait indispensable que l'Etat explique clairement les causes de la crise économique qui menace la France, en tire toutes les conséquences et réaffirme sa volonté de mener une politique extérieure indépendante des blocs.

Les causes de la crise ? Elles tiennent essentiellement à l'imbrication trop marquée de l'économie française dans le Marché Commun — un quart de nos exportations sont destinées à l'Allemagne : c'est donc de l'Europe que viendront le chômage et la récession. Elles tiennent aussi, sur le plan énergétique, à la politique des compagnies pétrolières, que le gouvernement n'est pas sûr d'infléchir. Elles proviennent enfin d'une situation inflationniste contre laquelle le gouvernement n'a su imaginer qu'un plan conjoncturel, qui ne lui donnera que quelques mois de répit.

LES MESURES A PRENDRE

Les mesures à prendre ? C'est, sur le plan commercial, une réorientation de nos échanges vers le Tiers-Monde, dans le cadre d'une coopération économique et politique plus étroite.

C'est, sur le plan de l'énergie, une politique de fermeté à l'égard du Cartel pétrolier, qui pourrait aller jusqu'à la nationalisation des biens des grandes compagnies étrangères.

C'est enfin une réorientation totale de

l'expansion économique, le dépassement de la société de consommation pouvant seul résoudre le problème de l'inflation puisque ce phénomène apparaît aujourd'hui étroitement lié à la conception même de la croissance quantitative.

Ambitions immenses, à la mesure du problème que pose l'épuisement, à moyen terme, de certaines ressources énergétiques. Ambitions qui sont à la mesure de la France, grâce au crédit dont elle jouit dans le Tiers-Monde en raison de sa position d'indépendance, de son caractère non-impérialiste et des nombreuses solidarités qui sont nées de la géographie et de l'histoire.

Mais la République pompidolienne ne paraît pas capable de réaliser un projet français qui soit digne de la tradition de notre nation et à la mesure du XXI^e siècle :

— Ses positions diplomatiques sont de plus en plus équivoques, tant en matière d'intégration européenne que sur le plan des relations avec les Etats-Unis.

— Ses choix économiques à long terme sont incertains puisque le gouvernement laisse l'aménagement de la cité se subordonner à la tyrannie automobile et refuse d'organiser le déclin prévisible de cette industrie.

— Son existence politique, enfin, paraît de plus en plus menacée au fur et à mesure que ses décisions trop timides suscitent le mécontentement ou l'angoisse et que son autorité est en butte à des pressions de toute nature.

En même temps que le déclin d'un système économique, c'est sans doute la fin d'un régime que nous sommes en train de vivre : quand un Etat est bafoué par les intérêts particuliers ; quand un Etat fait preuve, dans sa diplomatie, de faiblesse et de résignation ; quand il ne sait plus utiliser son appareil que pour l'espionnage le plus maladroît (« Le Canard enchaîné » en sait quelque chose) et les vengeances les plus mesquines (sur la presse en particulier) ; quand il laisse s'installer le doute et la peur dans la nation ainsi que le trouble et la colère dans les rangs de ceux qui le soutiennent, il devient évident que ses jours sont comptés.

A moins que l'opposition ne soit elle-même divisée, irrésolue, sans imagination, et que l'idée même du pouvoir lui donne le vertige.

N.A.F.

lire le projet royaliste,
c'est bien
le diffuser, c'est mieux !

Un groupe de travail créé sur initiative de la D.A.T.A.R. (*) et de la préfecture de la région parisienne, présidé par M. Michel Albert, Inspecteur des Finances, a remis au mois de mai dernier un rapport dont les conclusions sont plus que pessimistes : « *Le déclin rapide de la capitale continuera, le malaise de ses habitants s'aggrave, son rôle international restera compromis, aussi longtemps qu'elle ressemblera à un cerveau congestionné...* »

Dans son « réexamen du VI^e Plan en matière d'aménagement du territoire et de développement régional », le Commissariat général au Plan avoue naïvement : « *Pour changer Paris, il faut une volonté politique plus nette* ».

La clé de ce changement ? La réforme du statut de Paris, toujours annoncée mais jamais réalisée. La N.A.F. explique pourquoi le système pompidolien n'osera jamais tenter une telle aventure.

(*) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

Dans notre système français qui se dit fondé sur la « démocratie », jamais le destin des citoyens n'a autant échappé à leurs désirs, jamais l'asservissement de leur vie quotidienne n'a autant ressemblé à une fatalité !

Les habitants de la région parisienne en savent quelque chose. Stockés malgré eux dans une des plus fortes concentrations de population de cette planète, ils risquent d'être les victimes de projets démentiels pour les vingt ans à venir. Projets sur lesquels les Parisiens n'ont pas été consultés directement, décisions auxquelles ils n'ont pas été associés. Et pour cause...

Pour changer le contenu de la politique d'aménagement, il faudrait d'abord avoir les moyens de l'appliquer. D'où le préalable nécessaire de la réforme du statut de la capitale si l'on veut un jour « changer Paris ».

UN « SCHEMA DIRECTEUR » INEFFICACE

La politique d'aménagement de la Ville de Paris est esquissée dans le « schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme » approuvé du bout des lèvres en 1968 par le Conseil de Paris.

Après avoir constaté que « *les problèmes d'emploi, en modifiant le peuplement qualitatif de Paris, tendent à faire de cette cité la résidence privilégiée des cadres, des patrons et des employés* », le schéma présente trois directions :

- 1° stabiliser la population ;
- 2° rééquilibrer l'Est parisien ;
- 3° différencier la politique d'aménagement entre trois zones : le centre historique, allégé et restauré, des pôles puissants (les grandes gares) facilitant la décongestion du centre, et enfin rénovation de la périphérie dans un esprit de variété.

Arrêter l'accroissement de population ? Tout à fait d'accord.

Le rapport Albert rappelle que tout nouveau Parisien « coûte » en équipement divers trois fois plus qu'un provincial, alors que la qualité de la vie est moins bonne dans la capitale. Mais il faut que ce desserrement soit accompagné d'une ferme politique d'aménagement.

Or, ici, le schéma directeur se contredit, voulant à la fois éviter la ségrégation sociale et conserver malgré tout à Paris « *les éléments de commandement et d'animation supérieure* » ainsi que « *les fonctions majeures de l'Etat* ». Le rapport Albert surenchérit et condamne : Paris ne doit pas devenir un « *ghetto pour gens riches* », sinon le déclin de son rôle international sera inéluctable. Il faut savoir ce que l'on veut : si tous les services centraux restent à Paris et si on stabilise la population, il reste peu de marge pour une diversification sociale souhaitable. Celle-ci ne serait rendue possible que par une politique de décentralisation accompagnée de la construction de logements sociaux, financée par la future taxe locale d'urbanisation sur les logements « non-sociaux » et rendue obligatoire par un lien qui devrait être établi avec la construction de bureaux (1).

Autres critiques de fond : les liens entre Paris et la région parisienne ne sont pas clairement établis : est-ce que les transports banlieue-Paris et surtout de banlieue à banlieue ne sont pas plus urgents que le tronçon central de la voie express rive gauche ? (2). Enfin les projets des urbanistes semblent souvent inhumains, si bien que le rapport Albert se voit obligé de dénoncer les excès de la « modernisation ». Le rapport note à juste titre qu'il faut éviter de porter atteinte à la personnalité propre de la capitale et « *cesser de construire à Paris comme à Detroit* ».

Le gouvernement est particulièrement incohérent sur ce point, puisque M. Robert Poujade a dénoncé cet été, après une tournée en hélicoptère au-dessus de la région parisienne, « *les châteaux d'eau qui enlaidissent le paysage* » ; mais il n'a pas semblé avoir vu la Tour Maine-Montparnasse, qui donnera des cauchemars à bien des générations de simples piétons, à moins qu'ils ne finissent par s'habituer à la laideur, ce qui serait peut-être encore plus grave.

L'application des bons aspects de cette politique est de toute façon défailante : les permis de construire accordés à Paris pour des bureaux, qui devaient être limités, ont en fait représenté de 1968 à 1972, 45 % du total des bureaux construits en France ! Ceci pour l'équi-

qui gouverne paris ?

Ici le problème se complique : car s'il y a bien un statut de la Ville-département de Paris, « *nul ne sait, à commencer par les Parisiens, qui oriente l'avenir de Paris, organise son espace, décide du fond sinon de la forme des projets et règlements...* »

Quels sont les principaux partenaires en présence ?

1° Il y a le **district de la région parisienne**, établissement public créé par la loi du 2 août 1961. Le délégué général du district est en même temps préfet de la région parisienne. Mais est-ce vraiment là un poste de responsabilité ?

Il faut répondre non car le district, faiblement représentatif, est beaucoup plus tourné vers l'étude et la planification que vers l'action directe. Il lui est donc quasi-impossible de défendre efficacement son schéma directeur. De plus, ses services sont de fait dépendants des administrations centrales et les élus locaux siégeant au district sont mis en permanence devant la politique du fait accompli.

2° Le **Conseil de Paris**, composé d'élus au suffrage universel, a succédé en 1967 à l'ancien Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine. A la différence de tous les Conseils municipaux, il n'a pas de compétence générale, mais seulement une compétence d'attribution. Il élit certes son président (actuellement M. Dominati, R.I.) mais celui-ci dirige les débats et représente la Ville, sans exécuter les décisions du Conseil car c'est là le terrain du Préfet de Paris.

la réfo

• La plupart du temps, les véritables responsables de la complexité ou le chevauchement de leurs actes.

• Un pouvoir national fort et capal les autorités décentralisées de la Ville faire naître un véritable schéma direc

libre Paris-Province. Quant à l'équilibre Est-Ouest de Paris, notons que de 1970 à 1975, 60 % des bureaux construits dans la région le seront dans les Hauts-de-Seine, et 15 % dans Paris même. Si l'on sait qu'un comité interministériel a décidé de faire passer la ligne du futur aéroport par Cergy-Pontoise-La Défense, plutôt que par l'Est (Roissy-en-France-Orly, en passant par Joinville), la politique de « rééquilibrage » semble donc définitivement compromise. Ajoutons que l'avenir des villes nouvelles peut susciter des inquiétudes : seulement 6 % des nouveaux bureaux de la région y seront construits.

Généralement, l'absence de plans adaptés aux besoins et respectés de tous donne libre cours à « *l'urbanisme de dérogation* ». Ces incohérences de fond, ces faiblesses d'application, posent le problème de l'autorité responsable de Paris et de ses pouvoirs.

Quoique le Préfet de Paris puisse rarement prendre une décision sans passer par le Conseil, ce dernier ne cherche guère à prendre de responsabilités (ses membres sont d'ailleurs comblés d'indemnités, de documentation, de secrétaires etc., dans un but soporifique) sinon pour assurer sa réélection : ainsi a-t-il retardé de quatre ans un stationnement payant pourtant reconnu inéluctable mais peu « payant » électoralement. Pour le reste, le Conseil se perd souvent dans des questions orales d'intérêt local.

3° Les **maires** des vingt arrondissements ne sont que des fonctionnaires nommés par décret, qui s'occupent surtout de l'état civil, du bureau d'Aide sociale, et de l'organisation des bals du 14 Juillet !...

4° Les deux préfets (**Préfet de police** et **Préfet de Paris**) assurent les fonctions classiques de leur charge, dont la tutelle du pouvoir central sur la capitale et aussi la plupart des fonctions qu'exerce le maire d'une commune. Ainsi pour l'urbanisme, c'est le Préfet de Paris et son administration qui tranchent, sans que les élus y soient pour grand-chose. Evidemment, aucun des deux préfets n'est responsable devant l'assemblée des élus locaux.

5° En fait Paris reste très largement une affaire d'Etat, parfois même l'affaire de l'Elysée : outre la tutelle préfectorale, les délibérations les plus importantes du Conseil de Paris sont

forme du statut de paris

les « décideurs », couverts par l'anonymat des procédures, peuvent échapper à la

de durée permettra d'instaurer, avec de Paris, un dialogue qui seul pourra être de la région parisienne.

soumises à approbation ministérielle ou interministérielle. Après de chaque préfecture il y a un contrôleur des dépenses engagées, comme dans un ministère, et le pouvoir de substitution d'action normalement exercé par le préfet est ici dévolu au gouvernement.

Outre le manque de concertation, il faut condamner l'obscurité dans laquelle s'exerce l'influence du pouvoir central : la plupart du temps, les véritables « décideurs », couverts par l'anonymat, la complexité ou le chevauchement des procédures, peuvent échapper à la responsabilité de leurs actes.

PARIS VILLE « DANGEREUSE » ?

Ainsi la région française la plus puissante et la plus peuplée est sans doute aussi celle qui a le moins de pouvoirs propres pour maîtriser son expansion. Pourquoi ? Le gouvernement vit sur le mythe que Paris est une ville « dangereuse ». Certes, elle l'est. Mais ce n'est pas parce qu'elle abrite des catégories sociales potentiellement révolutionnaires (c'est de moins en moins vrai, nous l'avons vu), mais plutôt parce qu'elle devient invivable.

Pourtant le gouvernement, prisonnier tout autant que le Conseil de Paris, quoique à un autre niveau, de considérations électorales à court terme, cherche surtout à retarder l'accession de Paris au statut de Ville « majeure » : la loi du 30 novembre 1970 libéralisant un peu son statut a été votée juste avant la loi du 31 décembre 1970 sur les libertés communales, astuce permettant de camoufler une plus grande tutelle pour Paris. Paris n'est pas une région « majeure » : la loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions ne s'applique pas à la région parisienne — qui était certes déjà un établissement public, mais avec les limites décrites ci-dessus.

Mais dans quel sens faudrait-il réformer le statut de Paris ? Donner plus de pouvoirs aux élus ? Encore faudrait-il savoir d'abord s'ils se servent des pouvoirs qu'ils ont déjà : on se rend compte ici que rien, sinon leurs querelles partisans, n'empêche les conseillers de réélire plusieurs années de suite le même président, pour lui donner une stature plus importante ; rien ne les empêche non plus, sinon leur peu de goût pour les responsabilités, de faire pression sur l'administration par le biais du rapporteur général du budget, qui tient les cordons de la bourse. Il est donc facile de répondre aux conseillers que demander de nouveaux pouvoirs dans ces conditions est de l'hypocrisie.

libérer la capitale

Un autre axe de réformes, dont on parle beaucoup en ce moment, est l'octroi d'une autonomie accrue aux « arrondissements ». Les propositions s'étagent de la simple déconcentration, avec création de vingt sous-préfets (projet Chérioux, ancien président du Conseil de Paris — cette idée a évidemment les faveurs du pouvoir) à la décentralisation avec création de quatorze communes, dont les maires et les adjoints réunis formeraient le Conseil de Paris (proposition Fanton). De telles réalisations sont souhaitables dans la mesure où elles rapprochent le plus possible le pouvoir des administrés.

Mais il faut prendre garde à certaines difficultés : d'abord on n'a pas déploré pendant des décennies les entraves que les découpages administratifs arbitraires apportaient à l'aménagement de la Ville, pour créer maintenant vingt petits fiefs ingouvernables ; d'où la seconde remarque : la décentralisation des pouvoirs à l'intérieur de la Ville doit être accompagnée, au niveau du statut, par la création d'un échelon de cohérence en la personne d'un maire élu, c'est-à-dire d'une « banalisation » du statut de la Ville. Evidemment, le pouvoir actuel, toujours jaloux de la moindre parcelle d'autorité, ne laissera jamais s'installer en face de lui un tel interlocuteur, qui risquerait de devenir encombrant. Citons pourtant l'effet bienfaisant d'un maire responsable comme M. Royer à Tours ou M. Baudis à Toulouse — sans adhérer pour cela à leurs opinions politiques, de pompidoliens conquérants.

Périodiquement revient l'idée de l'institution, au sein du gouvernement lui-même, d'un Secrétaire d'Etat chargé de Paris. Cette idée, très jacobine prise isolément, serait souhaitable si elle était appliquée parallèlement à celle d'un maire responsable. Il est de toute façon vain de croire que le gouvernement pourra jamais se désintéresser du sort de Paris, à la fois à cause du rôle national et international de la capitale et à cause de l'influence primordiale de la localisation des services de l'Etat dans l'aménagement de la Ville. Le dialogue ainsi ouvert entre les deux instances favoriserait la cohérence et la clarté de la prise de décision.

Deux questions se posent :

1^o le statut de Paris que nous proposons, intégré dans une France décentralisée, est-il réalisable sans tromperie dans le système actuel ?

2^o Et de toute façon, même avec le meilleur statut possible, Paris ne resterait-il pas soumis au premier chef aux aléas d'une politique gouvernementale faible et à courte vue ?

Pour répondre non à la première question, il suffit de mettre en lumière des éléments épars dans cette étude : le Pouvoir républicain se sent trop faible pour admettre la recreation d'une « anarchie de base » qu'il ne pourrait plus ordonner ; à plus forte raison ne peut-il pas tolérer que Paris se pose en ville responsable par la voix de son maire éventuel !

La seconde question appelle également une réponse négative : Paris dépendrait certes de lui-même, mais s'intégrerait aussi dans une politique nationale d'aménagement du territoire, de l'immigration, de l'énergie (nécessité par les problèmes que pose l'actuelle civilisation de l'automobile, coûteuse, polluante et hyper-individualiste). La qualité de la vie, à Paris en particulier, où tous les problèmes sont multipliés du fait de la densité de population, dépend partiellement de la réponse qui sera donnée à ces grandes questions par un pouvoir qui doit être soucieux de l'intérêt réel et à long terme du pays.

Ainsi, d'un côté, le développement économique installe les politiques de l'aménagement, de l'énergie, de la programmation, parmi les tâches régaliennes qui, comme la politique étrangère d'autrefois et d'aujourd'hui, nécessitent fermeté, décision et continuité.

De l'autre côté, la mise en place d'un pouvoir fort et capable de durée permettra d'instaurer, avec les autorités de la Ville de Paris, un dialogue qui seul pourra faire naître un véritable schéma directeur de la région.

Ultime question : n'est-il pas contradictoire de préconiser à la fois plus d'autonomie pour Paris et un pouvoir central plus fort ? En système pompidolien, ce serait effectivement le cas. Mais pas en monarchie, car on connaît le paradoxe (apparent) de ce régime : il est fort mais peut en même temps permettre le maximum de décentralisation car il se sait indépendant. Il peut seul provoquer les synthèses à long terme qui préserveraient pour l'avenir... l'autonomie réelle et même la vie des « Républiques » locales.

N'est-ce pas là une « démocratie » à la fois plus profonde et plus intelligente que la démocratie bourgeoise ?

Charles BÉCHET.

(1) Notons d'ailleurs qu'il vaudrait encore mieux un « ghetto pour gens riches » qu'un ghetto pour sous-prolétariat d'immigrés, ce qui est le cas de New York et n'est pas exclu pour une bonne partie de notre capitale.
(2) Quitte à être mieux rentabilisés par un étalement des heures de travail.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

ce coquin d'arthur...

L'essentiel du livre réside dans le témoignage politique d'un homme particulièrement bien placé pour mesurer les faiblesses et les contradictions du « système Pompidou ».

Précisons tout de suite : « coquin » est pris dans son acception méridionale, et non dans le sens qu'employait M. Poniatowski dans sa célèbre diatribe sur « les copains et les coquins ». Arthur Conte n'a en effet rien du bandit de grand chemin. Il fut au contraire, pendant les onze mois qu'il passa à la direction de l'O.R.T.F., un grand féodal défendant jalousement son fief contre un pouvoir central auquel il devait hommage. Situation difficile pour cet ancien député U.D.R. que de faire respecter l'indépendance de sa maison malgré les pressions des cabinets ministériels et les liens d'amitié qui l'unissent aux hommes du régime. On sait comment, en octobre dernier, se termina l'histoire...

Elle nous vaut, en tout cas, un livre vivement et rapidement écrit qui semble ne faire plaisir à personne. On parle ici de félonie, et là d'homme trop complaisant à l'égard de sa personne et de son œuvre. Sans oublier que les innombrables portraits, aigus et malicieux, qui jalonnent son livre ont sans doute éveillé quelques susceptibilités dans le monde et le demi-monde de la politique et du spectacle.

DU « CABINET D'ANONYMES »...

Peu importe d'ailleurs, l'essentiel étant le témoignage politique d'un homme particulièrement bien placé pour analyser la nature comme pour mesurer les faiblesses et les contradictions du « système Pompidou » (2). Système que les textes constitutionnels et les organigrammes ne permettent pas de saisir dans sa réalité profonde : ainsi Arthur Conte montre bien qu'aujourd'hui le Premier Ministre n'est « fonctionnellement qu'une ombre » dont le rôle se réduit à « transmettre les recommandations ou les avis d'en haut ». Le pouvoir réel s'incarne donc spontanément dans la personne des ministres, au niveau de la gestion (3), et plus sûrement encore à l'Elysée quant aux décisions.

Serions-nous en régime monocratique ? Non point, répond le « roi Arthur » au terme de sa quête ardente du centre réel des décisions. Car le « Château » (entendez l'Elysée), c'est moins Georges Pompidou que son cabinet dirigé par M. Ballardur : c'est lui qui commande en sous-main, et c'est devant son bureau que les ministres font anti-chambre... Aussi, remarque Arthur Conte, « nous en aboutissons au régime le plus déroutant qui se puisse imaginer : c'est le système des faux pouvoirs ; les hommes publiquement élus ou désignés pour incarner et animer l'autorité exercent de moins en moins tout commandement ; les hommes inconnus nommés pour préparer ou tenir auprès d'eux les dossiers s'imposent de plus en plus pour tous commandements ; du même coup le même régime qui multiplie les déclarations les plus autoritaristes est celui-là même qui devient le plus faible en même temps que le plus contradictoire ou le plus confus ». Etrange régime, que celui où un « cabinet d'anonymes » est plus important qu'un cabinet de ministres.

... A L'IRRESOLUTION DU PRESIDENT

Etrange Président aussi, tel qu'il apparaît à l'ex-P.D.G. de l'O.R.T.F. au moment où éclate la crise qui l'oppose à Malaut : « je découvre, écrit-il, un homme accablé, sans ressort, traînant avec je ne sais quelle lassitude le fardeau du pouvoir ». On ne s'étonnera donc plus que ce régime soit celui de la faiblesse, de l'irrésolution et de la contradiction : l'auteur peut en témoigner, qui s'est vu confirmer à plusieurs reprises la confiance du Pouvoir quelques jours avant que celui-ci lui donne congé. Atermoiements qui se retrouvent dans la politique intérieure tout entière où gouvernement, Premier Ministre et parti majoritaire tournent en rond ou avancent à l'aveuglette, se ridiculisent ou

s'affaiblissent dans des combats douteux, quand ils ne décident pas de ne rien faire par lassitude, par peur des responsabilités ou par manque d'imagination.

Système de l'indécision, qui ne sait pas plus agir à l'intérieur que manœuvrer et grandir à l'extérieur. Arthur Conte l'a constaté au cours de ses voyages en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient où, faute de s'imposer face à la double hégémonie soviéto-américaine, la France laisse passer ses plus belles chances. Ainsi le monde arabe : « c'est en passant sur ces terres pétrées de cruautés et de douleurs, parce que de toujours brassées par l'histoire et la légende, en ce Moyen-Orient devenu un carrefour hanté, près d'un volcan qui flambe, qu'un Français peut mieux mesurer que quiconque combien la France passera près d'un prodigieux rôle moral universel, si ceux qui assument ses destins restent muets à une telle heure et ne jettent pas à brasées des vérités comme des étoiles ».

Tant pis pour la mode. L'homme qui dit cela ne peut être rangé parmi les serviteurs félon qui crachent dans la soupe avant de s'en aller, ou rabaissé au rang des marchands de papier. Peu importe qu'il soit U.D.R. et qu'il nous dise son goût pour les brioches de M. Messmer : Arthur Conte a une trop haute idée de la France et de l'Etat pour que son témoignage soit rejeté pour vice d'intention. Il faut au contraire considérer avec une attention extrême ce précis de décomposition que la qualité, les fréquentations et les opinions de son auteur ne font que renforcer.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Arthur Conte : *Hommes Libres* (Plon).
(2) L'expérience de la direction de l'O.R.T.F. et les réflexions qu'elle inspire à l'auteur méritent une longue analyse. Nous y reviendrons dans un prochain dossier.
(3) Témoin cette réponse de Marcellin à Arthur Conte qui lui demandait à qui téléphoner pour une décision capitale : « Fais comme moi. Prends ta décision, téléphone après »...

alain krivine

Il y a bien longtemps que nous attendions un ouvrage exposant, pour un public non initié, les vues et propositions des trotskystes. Il y avait bien le manifeste de la Ligue Communiste et l'arsenal de leurs brochures « rouges », mais les schémas, le vocabulaire et le ton en rendaient souvent l'abord inaccessible. Krivine nous donne dans cet ouvrage les principales thèses du mouvement trotskyste. Malgré l'attrait formel, l'ensemble est assez décevant. Cela mérite tout de même que l'on s'y attache car le courant d'idées que ce livre représente nous donne un aperçu de ce que pourrait être dans les années à venir une puissante organisation « révolutionnaire » de gauche.

Les premiers chapitres de l'ouvrage sont consacrés à une analyse des forces en présence, la bourgeoisie, le prolétariat ; qu'est devenue l'U.R.S.S. ; existe-t-il un modèle de société socialiste ? Il constate l'existence d'un capitalisme, d'un prolétariat à partir des récents conflits sociaux, il s'agit en fait de projeter sur la réalité sociale de notre temps, le mécanisme marxiste des antagonismes de classe, ce qui le force à demeurer dans des notions floues qu'il évite de préciser. Suit une critique de l'U.R.S.S. comme dégénérescence bureaucratique d'un état ouvrier. La bureaucratie a l'art de mettre en transes nos fils de Trotsky, malheureusement elle paraît ne pas tout expliquer.

Comment un aussi terne idéal peut-il séduire ?

Dans la partie centrale de cet ouvrage, Krivine étudie les forces de la dynamique sociale, à savoir la classe ouvrière et ses défenseurs vrais ou supposés. Le P.C.F. est le parti des travailleurs dont il importe d'avoir la sympathie pour mener à bien toute action révolutionnaire. Les gauchistes issus de mai 68, tombés dans le spontanéisme ou le populisme ne sont guère épargnés.

Tout ceci nous amène au programme des trotskystes, la révolution, bien sûr ! Les phases y sont scrupuleusement étudiées, mais les propositions du lendemain reprennent les mythes éculés de la bible marxiste joints à des propositions de type électoral : dépérissement de l'état, fin de l'antagonisme de classe et semaine de 36 heures pour s'occuper un peu de politique : en fait pas de quoi enthousiasmer les foules.

Après les propositions révolutionnaires hardies, Krivine nous explique les vertus salvatrices de la fantomatique IV^e Internationale dont l'idée de renaissance plonge les trotskystes de toutes confessions dans des frémissements indescriptibles ; Internationale dont la principale courroie de transmission est le fameux parti-révolutionnaire-de-type-« léniniste », composé d'une armée de militants sublimés par la venue prochaine de la révolution.

L'ouvrage cherche à rassurer ; il le fait bien ! Sa révolution ne présente aucun intérêt dans la mesure où elle participe de la tradition marxiste qui croit par une modification des

rapports de production, changer l'ensemble des facteurs culturels, promouvoir un homme nouveau... Le culturel est le parent pauvre de la présente théorie ; c'est la grande faiblesse du marxisme qui, s'il veut rester fidèle à sa doctrine, ne peut en saisir la complexité. Ce sont les rapports de l'idéologie et des institutions qui sont posés ici, et toute critique intelligente du marxisme doit se situer à ce niveau.

Krivine tente également une opération « séduction » envers le P.C.F. qui incarne mythiquement la classe ouvrière. Vieux respect populiste de l'étudiant révolutionnaire vis-à-vis du travailleur. Ceci dit l'existence d'un mouvement comme la Ligue Communiste semble anachronique : intellectuellement fondée sur une idéologie qui a fait fiasco et désertée par tous les penseurs sérieux, sur un pâle rêve que l'on n'oserait même pas qualifier de prométhéen. Comment un aussi terne idéal peut-il séduire ? A notre avis ce type de mouvement incarne bien cette tendance politique française, réapparaisant au gré de l'histoire, à droite ou à gauche, manifestant un purisme idéologique, une foi en une révolution mythique « nationale » ou « prolétarienne », vivant dans une mythologie du complot traduit par un militarisme sectaire et activiste : le fascisme.

Marc HÉDELIN.

Questions sur la révolution.
Stock.

le projet royaliste

avis pratiques

Tous les souscripteurs de l'édition courante doivent maintenant avoir reçu leur livre.

Les souscripteurs de l'édition originale ne recevront pas leur livre immédiatement et nous nous en excusons. Une malfaçon nous a contraints à renvoyer le tirage chez l'imprimeur.

La campagne de promotion du premier livre de la N.A.F. est maintenant lancée. Cet ouvrage n'est pas seulement destiné aux militants et aux sympathisants qui se doivent, bien sûr, de le posséder, mais encore aux simples curieux qui y trouveront les réponses aux questions que chacun se pose

sur la N.A.F., ses positions, ses méthodes, ses analyses et ses buts.

— Bertrand Renouvin signera son livre à l'issue du meeting du 12 décembre, rue de Rennes.

— Conditions de vente :

1 exemplaire, prix : 15 F - franco : 18 F.
5 exemplaires, prix : 65 F - franco : 69 F.
10 exemplaires, prix : 100 F - franco : 105 F.
30 exemplaires, prix : 270 F - franco : 280 F.

Les commandes, accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

**MERCREDI 12 DECEMBRE
à 21 heures**

**« LE PROJET ROYALISTE »
meeting**

44, rue de Rennes

(Métro :

Saint-Germain-des-Prés)

avec

Bertrand Renouvin, auteur du « Projet royaliste ».

Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F.

Abel Pomarède, vigneron languedocien.

A l'issue de la réunion Bertrand Renouvin signera son livre.

Tous les militants de la région parisienne sont priés de se mettre en contact avec nous de toute urgence pour organiser la campagne de propagande.

PARIS 15° - CLAMART - ISSY - VANVES

Le vendredi 14 décembre à 21 heures, réunion sur le thème du « Projet royaliste » avec Bertrand Renouvin. Au café des Sports (salle en sous-sol), 25, rue Alain-Chartier (métro Convention). L'auteur dédicacera son livre à l'issue de la réunion.

REIMS

Vendredi 14 décembre à 20 h 45, réunion sur le thème le « Projet royaliste » avec Gérard Leclerc. Salle Carteret, boulevard Carteret.

LA ROCHE-SUR-YON

La N.A.F.-Vendée organise un cocktail le samedi 15 décembre à 17 heures dans les salons du « Marie-Stuart Hôtel » à l'occasion de la parution du livre de Bertrand Renouvin « Le Projet royaliste ». L'auteur présentera son œuvre et développera les grandes lignes de la stratégie politique de la N.A.F. Il signera son livre à l'issue de la réunion.

une semaine royaliste au havre

Mercredi 19 décembre :

— à 18 heures Bertrand Renouvin dédicacera son livre « Le Projet royaliste » à Strasbourg-Presses, 155, boulevard de Strasbourg ;

— à 20 h 15, conférence-débat avec B. Renouvin à l'U.C.J.G., 153, boulevard de Strasbourg.

Vendredi 21 décembre, conférence-débat avec Gérard Leclerc : « Royalisme et société industrielle », l'U.C.J.G., 153, boulevard de Strasbourg.

les mercredis de la naf

Dernière séance du trimestre :

Mercredi 19 décembre à 21 heures précises : « Vivre demain ou un nouvel urbanisme » par Michel Giraud. La conférence a lieu 12, rue du Renard, Paris-4° (salle du 2° étage).

arsenal

LA REVUE MENSUELLE
QUI FAIT DU BRUIT !

— Spécimen gratuit sur demande pour les lecteurs de la « N.A.F. ».

— Tarif d'abonnement :

— six mois (5 numéros) 35 F

— un an (10 numéros) 60 F

ARSENAL

17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

C.C.P. La Source 30.737-24

permanences

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis et les vendredis de 15 heures à 18 heures dans les locaux du journal.

PARIS 10° - 19° - 20°

Permanence le mardi de 21 h à 22 h à « La Mandoline », 2, avenue Secrétan, 75019 Paris (Métro Jaurès). Tous les militants et sympathisants sont priés de venir prendre contact pour l'organisation de la campagne de propagande pour le meeting du 12 décembre.

PARIS-15° - ISSY - VANVES - CLAMART

Permanence tous les vendredis à 21 heures, Café des Sports (salle en sous-sol) 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures permanence et cercle d'études. Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 heures. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

nouveaux points de vente

Paris-17°. — Kiosque, 200, boulevard Malesherbes.

Lille. — Kiosque, angle boulevard de la Liberté et rue Nationale ; Régent-Cinéma, rue de Béthune ; Le Furet du Nord, grande-place.

Morlaix. — Maison de la Presse.

Plouvern. — Au bourg.

Quimper. — Rue de la Cathédrale.

Pleyben. — Grand'Place.

RECTIFICATIF

Dans le compte rendu de la réception donnée pour le lancement du « Projet royaliste », nous avons mentionné que M. Gilbert Comte s'était fait représenter. M. Comte nous prie de bien vouloir préciser que c'était à titre personnel et non en tant que représentant du Monde auquel il collabore.

illich et la convivialité

« La productivité se conjugue en termes d'avoir, la convivialité en termes d'être. »
(Ivan ILLICH).

Comme tous les esprits libres, Ivan Illich déconcerte et scandalise les idéocrates du système établi. On l'a encore bien vu lors du dernier Colloque national sur l'enseignement : tous les pontifes de l'establishment universitaire se sont voilé la face dès que l'on évoquait devant eux le projet illichien de *société sans école*. Illich n'a pourtant jamais prétendu abolir l'instruction. Mais il veut que celle-ci ne soit plus consommée passivement dans des hospices à éduquer, qu'elle soit la conséquence d'un acte volontaire et créateur de l'individu. Comme on conçoit que les diplotocus du S.N.A.L.C. ou les bureaucrates de la F.E.N., chantes, les uns comme les autres, de l'éducation programmée, se soient scandalisés !

Eh bien, ces messieurs — et beaucoup d'autres — n'ont pas fini d'être horrifiés par Illich. Celui-ci vient en effet de publier un nouvel ouvrage en forme de brûlot intitulé *La Convivialité*.

LA PERVERSION DE L'OUTIL

Ce livre constitue une critique radicale de la société industrielle. Au cours de ses études précédentes, Illich avait déjà eu l'occasion d'en dénoncer telle ou telle faiblesse partielle perceptible dans la crise de l'école, de la santé ou des transports. Maintenant, il porte une condamnation globale.

Le reproche fondamental qu'il lui adresse est de faire perdre à l'homme le contrôle de ses outils. Pour Illich est outil tout ce qui permet à l'être d'entrer en relation avec la nature pour la dominer et de se relier à son semblable. Ce qui fait que les institutions productrices de services comme l'école, les médias, l'organisation médicale sont des outils au même titre qu'un balai, un crayon à bille, une charrue ou une automobile.

Or, la société industrielle a perverti la relation de l'homme à l'outil. Celui-ci a cessé d'être un instrument aisément utilisable à des fins déterminables par chacun et à une fréquence fixée par l'individu. Il est devenu souvent gigantesque, destiné à produire davantage d'énergie, de biens, de services à seule fin de satisfaire les impératifs de la croissance. Dès lors, il est soustrait de plus en plus à l'utilisation courante par les profanes. Son emploi est l'affaire d'un groupe de plus en plus restreint de spécialistes.

Ainsi mutilé, l'homme est réduit à la situation de consommateur des objets produits par un outil qui lui échappe. La hiérarchie sociale est étalonnée par la plus ou moins grande consommation de produits et de services, la possession plus ou moins importante des derniers gadgets résultant de l'innovation technologique. On aboutit ainsi à une nouvelle forme de ségrégation sociale. Ceci est net dans le cas de l'école qui a créé « la discrimination de ceux qui manquent d'éducation par ceux qui sont fiers d'en avoir reçu. L'individu scolarisé sait exactement à quel niveau de la pyramide hiérarchique du savoir il s'en est tenu et il connaît avec précision sa distance au pinacle ».

Mais ce phénomène se vérifie aussi dans le cas de la santé. La multiplication des soins, les performances spectaculaires de la médecine et de la chirurgie de pointe ne se traduisent que par une prolongation relativement minime de l'espérance de vie et sont bien souvent impuissantes à atténuer les souffrances du malade. Bien au contraire, le développement abusif de la fonction hospitalière, en faisant du patient un assisté chronique, le déracine de son milieu et

ajoute à ses tourments. Le comble est que l'idéologie dominante fait de la consommation médicale accrue une des conditions et un des signes de la richesse. Ainsi les projets du Dr Knock sont-ils en passe de devenir réalité dans le meilleur des mondes industriels.

Naturellement, toute privation de consommation médicale comme de consommation scolaire ou automobile est ressentie comme un « manque » insupportable.

CINQ MENACES FONDAMENTALES

Cet asservissement de l'homme à l'outil conçu comme une fin en soi et non comme un simple moyen entraîne à court terme, selon Illich, cinq menaces graves.

L'environnement tout d'abord est dégradé par une croissance exponentielle. Ensuite, la création de besoins « compulsifs » entretenus par toute une idéologie ambiante fait perdre à l'homme son autonomie dans l'action. Quant à la « surprogrammation » qui l'oblige par exemple à ingurgiter passivement un savoir, elle mutile sa créativité. La centralisation des processus de production le prive de son pouvoir d'agir sur les choses. Enfin le renforcement des mécanismes d'usure, l'obsolescence accélérée des produits, porte atteinte à ce qu'Illich appelle le droit à la tradition, le recours aux expériences du passé, transmises par le langage, le mythe et le rituel, comme guide dans l'action.

Pour parer ces menaces, Illich propose l'instauration d'une société conviviale qu'il définit comme « une société qui donne à l'homme la possibilité d'exercer l'action la plus autonome et la plus créative à l'aide d'outils moins contrôlables par autrui. La productivité se conjugue en termes d'avoir, la convivialité en termes d'être ». Et Illich ajoute « Nous devons et, grâce au progrès scientifique, nous pouvons édifier une société post-industrielle en sorte que l'exercice de la créativité d'une personne n'impose jamais à autrui un travail, un savoir ou une consommation obligatoire ».

Pour réaliser ce programme Illich propose de valoriser les institutions non contraignantes au détriment de celles qui exercent un « monopole radical ». Ainsi le téléphone est-il l'exemple même de l'instrument dont l'usage est subordonné à la libre volonté de l'utilisateur. Au contraire l'école est tyrannique car l'on fait admettre à nos contemporains qu'un autodidacte est par définition un non éduqué ; dès lors, l'enseignement programmé est conçu comme une ardente nécessité.

Pour ce qui est des institutions à caractère totalitaire, Illich suggère de les neutraliser en les déprofessionnalisant ; ce n'est pas la partie la moins intéressante de son livre ni la moins choquante pour ceux qui sont imbus de l'idéologie dominante actuelle.

Prenons l'exemple de la médecine, Illich affirme que tous les actes médicaux n'exigent pas la présence d'un médecin dûment diplômé. Il cite l'exemple de la Chine de Mao où des cadres villageois, les « médecins aux pieds nus » s'occupent « de l'hygiène du milieu de vie et de travail, de l'éducation sanitaire, des vaccinations, des premiers soins, de la surveillance des convalescents, des accouchements, du contrôle des naissances ».

Cette déprofessionnalisation économise les coûts qui sont de plus en plus élevés en médecine. Ils le sont aussi dans les transports où la construction d'autoroutes entraîne une véri-

table prévente — publicité oblige ! — des automobiles construites par des firmes spécialisées. Or Illich montre que les moyens de transports doivent rester à l'échelle humaine, que par exemple des pistes où peuvent circuler des camions assez simples peuvent être entretenues, par les paysans mexicains et desservir plus efficacement le pays qu'un réseau coûteux (donc limité en extension) de voies goudronnées.

La déprofessionnalisation des institutions a un corollaire : la réduction de l'outil à un seuil qui reste « à l'échelle humaine ». Ainsi Illich se fait l'avocat de la bicyclette comme instrument privilégié de transport. Au-delà en effet, le véhicule écrase l'homme.

LIMITES DE LA CONVIVIALITE ILLICHIEUNE

A ce stade de développement de la pensée illichienne, nous émettons des réserves. Que l'on mette l'outil au meilleur niveau possible de l'homme est une nécessité. Mais pourquoi se priver, par exemple, d'instruments de locomotion qui rendent des services appréciables et supposent une certaine programmation ? Ce qu'il faut, c'est éviter que l'automobile ne devienne un léviathan, une idole, c'est finaliser son utilisation en en faisant par exemple un instrument de déplacement entre un village revitalisé et une ville-centre, ou un instrument de découverte et d'émerveillement devant « la France inconnue », cela suppose une politique globale de contrôle de l'industrie automobile dont les collectivités de base (commune, région) seraient les agents avec le soutien et le contrôle de l'Etat mais non une destruction de cette industrie.

Deuxième critique. Sa peur (légitime) de la croissance démesurée et du gigantisme, ses craintes pour l'écosystème l'amènent pratiquement à préconiser une croissance zéro et à faire notamment une apologie de l'avortement destinée à stopper la poussée démographique. Certes, il refuse l'avortement « médicalisé » faisant du praticien l'arbitre de la vie et de la mort et en somme le cousin des médecins d'Auschwitz. Mais en transmettant au groupe, notamment familial, la responsabilité de la décision d'avorter ne risque-t-il pas de déshumaniser celui-ci ? Cette apologie illichienne du non-être va de pair avec un grand pessimisme sur les possibilités de développer indéfiniment les productions. Que les ressources de la planète soient limitées et que les hommes soient dans l'obligation de les ménager n'est que trop certain. Mais Illich n'a-t-il pas purement et simplement tendance à encourager une démission de l'intelligence créatrice de l'homme face aux nouveaux problèmes technologiques du XX^e siècle ?

Enfin, si Illich parle de retourner le droit contre la société industrielle et de promouvoir des actions politiques, il mésestime le levier de l'Etat et ne se pose guère cette question : comment se conquiert le pouvoir ? Il critique sans indulgence les conséquences sociales de la société démocratique à forme technocratique mais ne voit pas en quoi la structure politique de l'Etat engendre ce type de société.

Visiblement ses excellentes réflexions sur la société industrielle mériteraient d'être fécondées et couronnées par la méditation maurrassienne sur le politique.

Paul MAISONBLANCHE.